

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUTO PIECES REEMPLOI COUBRON**

2 chemin de Coubron  
93390 Clichy-Sous-Bois

Code AIOT : 0007405099

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2025 dans l'établissement AUTO PIECES REEMPLOI COUBRON implanté 2 CHEMIN DE COUBRON 93390 Clichy-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les éléments demandés dans la lettre préfectorale du 14 juin 2025, faisant suite au constat établi lors de la visite de l'installation du 15 mai 2025.

Cette nouvelle visite a été réalisée afin de vérifier la mise en œuvre des actions correctives et de constater la conformité des éléments transmis.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTO PIECES REEMPLOI COUBRON
- 2 CHEMIN DE COUBRON 93390 Clichy-sous-Bois
- Code AIOT : 0007405099
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APRC, locataire du terrain, exploite sur la commune de Clichy-sous-Bois depuis 1994 des activités de traitement de véhicules hors d'usage (VHU) et de vente de pièces détachées. Après dépollution et démontage, les véhicules sont évacués et éliminés par un broyeur. Cinq personnes y sont employées.

La particularité du site est qu'il est situé en milieu forestier (bois de la Couronne) et en bordure d'une zone pavillonnaire de Coubron.

Ce type d'activité est exercée à cet endroit depuis au moins 1970.

Il est à noter qu'un nouveau gérant a succédé en 2018 aux précédents exploitants dont l'activité sur ce site avait démarré en 1994.

De nombreuses plaintes d'associations environnementales, des riverains et de la mairie ont également été déposées. Elles concernent divers enjeux : pollution de l'air et de l'eau, risque d'incendie, trafic routier (poids lourds), bruit...

La configuration du site, dont la superficie totale est de 10 300 m<sup>2</sup>, est la suivante :

- ancienne habitation du gardien et cour privative : 214 m<sup>2</sup> ;
- bureau administratif, vestiaire, douche, cuisine : 94 m<sup>2</sup> ;
- locaux de stockage ;
- parc de stationnement de véhicules d'occasion ;
- parking pour les clients ;
- dépôt de pneus usagés de 50 m<sup>3</sup> (non classable au titre des ICPE).

La surface d'installation d'entreposage, de dépollution, de démontage et de découpage de VHU, dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, est donc théoriquement d'environ 9 420 m<sup>2</sup>.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à la mise à jour de son plan de défense incendie et a achevé les travaux de rénovation de la surface de la zone de dépollution des Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Par ces mesures, il a répondu à l'ensemble des demandes formulées dans la lettre préfectorale du 14 juin 2025, faisant suite au constat établi lors de la visite du 15 mai 2025.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristique des sols.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a procédé à des travaux de réfection de la surface bétonnée de la zone de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU). Il a transmis à l'Inspection le devis correspondant, ainsi que des photographies attestant de l'achèvement des travaux. Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que les travaux avaient bien été réalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>I. Plan de défense contre l'incendie.</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de</li></ul>

- secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
  - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
  - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
  - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
  - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
  - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
  - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
  - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
  - la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

## **II. Maîtrise des incendies.**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant a mis à jour son plan de défense incendie en y intégrant les éléments manquants, notamment le plan de situation ainsi que les attestations de formation du personnel.

La nouvelle version du document a été présentée à l'Inspection des installations classées lors de la visite.

L'exploitant a précisé à l'Inspection que ce document est déposé à un emplacement identifié sur le site, afin d'être facilement accessible aux services de secours en cas de besoin.

**Type de suites proposées :** Sans suite